Genève, 7-17 novembre 2006

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1^{re} SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 7 novembre 2006, à 10 h 15

Président provisoire: M. CAUGHLEY (Secrétaire général adjoint de la Conférence
du désarmement et Directeur du Service de Genève
du Département des affaires de désarmement)

Président: M. RIVASSEAU (France)

puis: M. DRAGANOV (Bulgarie)

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE D'EXAMEN

CONFIRMATION DE LA DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

CONFIRMATION DE LA NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA
CONFÉRENCE

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la Conférence seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la Conférence.

SOMMAIRE (*suite*)

ORGANISATION DES TRAVAUX, Y COMPRIS CEUX DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CONFÉRENCE

ÉLECTION DES VICE-PRÉSIDENTS DE LA CONFÉRENCE, AINSI QUE DES PRÉSIDENTS ET VICE-PRÉSIDENTS DU COMITÉ DE RÉDACTION, DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET DES GRANDES COMMISSIONS

CONSTITUTION DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

PRÉSENTATION DU RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX

ÉCHANGE DE VUES GÉNÉRAL

La séance est ouverte à 10 h 15.

OUVERTURE DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE D'EXAMEN (point 1 de l'ordre du jour provisoire)

1. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE, agissant au nom du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui est dépositaire de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi que des Protocoles y annexés, déclare ouverte la troisième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention. Il rappelle que, eu égard à l'importance centrale que la Convention revêt pour la réduction des maux superflus et la protection de vies innocentes pendant et après les conflits, les première et deuxième Conférences d'examen de la Convention sont convenues que les futures conférences devraient se tenir plus fréquemment. À leur réunion de 2005, les États parties ont décidé que la troisième Conférence serait convoquée du 7 au 17 novembre 2006 à Genève et que tous les préparatifs requis pour cette conférence seraient entrepris dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux déjà en place (CCW/MSP/2005/2, par. 26 et 27).

CONFIRMATION DE LA DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT (point 2 de l'ordre du jour provisoire)

2. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE rappelle que, conformément à l'article 6 du projet de règlement intérieur (CCW/CONF.III/3), la Conférence est appelée à élire un président parmi les États parties participant à la Conférence. À leur réunion de 2005, les États parties ont décidé de désigner l'Ambassadeur de France, M. François Rivasseau, Président de la troisième Conférence d'examen (CCW/MSP/2005/2, par. 38). Le Président provisoire croit comprendre que la Conférence souhaite confirmer M. Rivasseau dans ces fonctions.

3. *M. Rivasseau (France) est élu Président de la Conférence par acclamation.*

4. *M. Rivasseau (France) prend la présidence.*

5. Le PRÉSIDENT dit que c'est pour la France et pour lui-même un honneur que de présider la troisième Conférence d'examen de la Convention, honneur qui est d'autant plus grand que cette conférence a lieu à un moment extrêmement délicat, où les regards de la communauté mondiale sont tournés vers la Conférence en raison d'une difficile conjoncture internationale. Il a la certitude que toutes les délégations ici présentes sont conscientes de l'importance des tâches dont elles devront s'acquitter.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 3 de l'ordre du jour provisoire)
(CCW/CONF.III/1)

6. Le PRÉSIDENT croit comprendre que la Conférence souhaite adopter l'ordre du jour provisoire publié sous la cote CCW/CONF.III/1, qui a été approuvé par le Groupe d'experts gouvernementaux à sa treizième session.

7. *L'ordre du jour est adopté.*

ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR (point 4 de l'ordre du jour) (CCW/CONF.III/3)

8. Le PRÉSIDENT rappelle que le Groupe d'experts gouvernementaux est convenu, lors de sa treizième session, de recommander à la troisième Conférence d'examen le règlement intérieur qui s'était appliqué aux première et deuxième Conférences, à ceci près qu'il proposait de constituer deux grandes commissions au lieu de trois. L'article 35 du projet de règlement intérieur publié sous la cote CCW/CONF.III/3 a donc été ajusté en conséquence. Le Président signale qu'il y a lieu de corriger une erreur apparaissant dans l'article 50 du projet de règlement intérieur, où il convient de remplacer les mots «articles 45 à 47» par «articles 46 à 48». Il précise que, selon ce règlement intérieur, les dispositions relatives aux observateurs d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales s'appliqueraient dans les mêmes conditions que pour les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux. Le Président déclare que, concernant l'article 34 du Règlement intérieur, il est à noter que les Hautes Parties contractantes ont mené leurs délibérations et négociations relatives à la Convention et aux Protocoles y annexés sur la base du consensus et n'ont pris aucune décision par un vote.

9. *Le Règlement intérieur, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.*

CONFIRMATION DE LA NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE (point 5 de l'ordre du jour)

10. Le PRÉSIDENT rappelle que, à la dernière séance de sa treizième session, le 10 mars 2006, le Groupe d'experts gouvernementaux, notant que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait désigné M. Peter Kolarov, spécialiste des questions politiques au Service de Genève du Département des affaires de désarmement, comme Secrétaire général provisoire de la Conférence, a approuvé cette désignation, étant entendu que M. Kolarov exercerait les fonctions de secrétaire général provisoire jusqu'à l'ouverture de la Conférence, sa nomination devant alors être confirmée. Le Président croit comprendre que la Conférence veut confirmer M. Kolarov dans ces fonctions.

11. *La désignation de M. Kolarov comme Secrétaire général de la Conférence est confirmée.*

ORGANISATION DES TRAVAUX, Y COMPRIS CEUX DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CONFÉRENCE (point 6 de l'ordre du jour) (CCW/CONF.III/2, 4, 5 et 7/Add.4 et Add.5)

12. Le PRÉSIDENT fait observer que, conformément au règlement intérieur qu'elle vient d'adopter sur recommandation du Groupe d'experts gouvernementaux, la Conférence établira un bureau, deux grandes commissions, un comité de rédaction et une commission de vérification des pouvoirs. En outre, il rappelle que le Groupe d'experts gouvernementaux a recommandé de renvoyer à la Grande Commission I les points 12 et 13 de l'ordre du jour et à la Grande Commission II le point 14. Le Groupe a d'ailleurs établi et recommandé des ordres du jour (CCW/CONF.III/4 et 5) et programmes de travail provisoires (CCW/CONF.III/7/Add.4 et Add.5) des deux grandes commissions. Enfin, le Président appelle l'attention des délégations sur les dispositions des articles 44 et 45 du Règlement intérieur, concernant la publicité des débats. En l'absence d'objection, le Président considérera que la Conférence fait siennes, sur tous ces points, les recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux.

13. *Il en est ainsi décidé.*

14. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des délégations sur le programme de travail provisoire de la Conférence qui est publié sous la cote CCW/CONF.III/2 et précise que ce programme, qui a été établi à titre indicatif, est susceptible d'être aménagé en fonction du déroulement des travaux. Il encourage les délégations à tirer tout le parti possible du temps qui leur est imparti et à accepter de passer directement à la suite du programme de travail si elles en ont fini avec l'examen d'un point donné plus vite que prévu. Le Président exprime l'espoir que les textes déjà approuvés au sein du Groupe d'experts gouvernementaux concernant notamment un plan d'action en vue de promouvoir l'universalité de la Conférence, l'établissement d'un programme de parrainage, le projet de document final de la Conférence et le projet de déclaration que ferait la Conférence à l'occasion de l'entrée en vigueur du Protocole V, ne donneront pas lieu à un long débat et pourront être transmis rapidement par les grandes commissions au Comité de rédaction. Il a l'intention de tenir éventuellement de brèves séances plénières pour faire le point de l'avancement des travaux des grandes commissions. En l'absence d'objection, il considérera que, compte tenu des précisions qu'il vient de donner et du fait que le programme de travail pourra être modifié au besoin, la Conférence approuve le programme de travail provisoire publié sous la cote CCW/CONF.III/2.

15. *Il en est ainsi décidé.*

ÉLECTION DES VICE-PRÉSIDENTS DE LA CONFÉRENCE, AINSI QUE DES PRÉSIDENTS ET VICE-PRÉSIDENTS DU COMITÉ DE RÉDATION, DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS ET DES GRANDES COMMISSIONS (point 7 de l'ordre du jour)

16. Le PRÉSIDENT indique que, conformément à l'article 6 du Règlement intérieur, la Conférence est appelée à élire parmi les États parties participant à la Conférence 10 vice-présidents de la Conférence, ainsi que le président et le vice-président de chacune des deux grandes commissions, du Comité de rédaction et de la Commission de vérification des pouvoirs. Elle devrait les choisir de manière à assurer le caractère représentatif du bureau de la Conférence constitué conformément à l'article 10.

17. Le Président indique que les représentants des États suivants sont candidats aux 10 postes de vice-présidents de la Conférence: Allemagne, Bulgarie, Chine, Cuba, Japon, Maroc, Philippines, Pologne, République tchèque et Suisse.

18. Le Président a reçu les nominations suivantes aux postes de présidents et de vice-présidents des différents organes subsidiaires: M. Borisovas (Lettonie) et M^{me} Baker (États-Unis d'Amérique) aux postes de président et de vice-président, respectivement, de la Grande Commission I; M. da Rocha Paranhos (Brésil) et M. Novokhatskiy (Fédération de Russie) à ceux de président et de vice-président, respectivement, de la Grande Commission II; M. Prasad (Inde) et M. Levanon (Israël) à ceux de président et de vice-président, respectivement, du Comité de rédaction; enfin, M. Markotić (Croatie) et M. Ochoa (Mexique) à ceux de président et de vice-président, respectivement, de la Commission de vérification des pouvoirs.

19. *Ces candidats sont élus aux postes considérés par acclamation.*

CONSTITUTION DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS (point 8 de l'ordre du jour)

20. Le PRÉSIDENT dit que, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur, la Commission de vérification des pouvoirs est composée de cinq membres élus par la Conférence sur la proposition du Président. Le Président et le Vice-Président de la Commission venant d'être élus, ils proposent l'Afrique du Sud, l'Australie et la Slovaquie pour pourvoir les trois postes restants.

21. *L'Afrique du Sud, l'Australie et la Slovaquie sont élus membres de la Commission de vérification des pouvoirs par acclamation.*

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (point 9 de l'ordre du jour)

22. À l'invitation du Président, M. CAUGHLEY (Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement et Directeur du Service de Genève du Département des affaires de désarmement) donne lecture d'un message adressé à la troisième Conférence d'examen par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Dans ce message, le Secrétaire général, notant que la Convention sur certaines armes classiques ne compte encore que 100 États parties, accueille avec satisfaction les mesures qu'il est envisagé de prendre à la troisième Conférence d'examen en vue d'inciter d'autres États à y adhérer, notamment ceux qui, parmi les pays moins développés ou en développement, sont touchés par le problème des mines et des restes explosifs de guerre. Il salue l'imminente entrée en vigueur du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre.

23. Mettant en évidence les effets des munitions en grappe pendant et après les conflits armés, le Secrétaire général exhorte les États parties à concevoir des règles en vue de réduire dans l'immédiat et d'éliminer en définitive l'impact terrible de ces armes sur les plans humanitaire et économique. En particulier, il les engage à déclarer un gel de l'emploi de munitions en grappe contre des objectifs militaires situés à l'intérieur ou à proximité de zones habitées – ce qui, en tout état de cause, est illicite au regard du droit international humanitaire –, ainsi que du transfert des munitions de ce type dont on sait qu'elles sont peu fiables et manquent de précision. De fait, tout nouveau système d'arme devrait être assujéti à des prescriptions techniques qui en diminuent le risque pour les populations civiles.

24. Le Secrétaire général note avec satisfaction que les États parties comptent poursuivre leurs efforts en vue d'éviter les pertes en vies humaines dues aux mines autres que les mines antipersonnel. Il les invite à formuler des engagements juridiques vigoureux de nature à renforcer les règles humanitaires établies par la Convention. Il constate aussi avec satisfaction que les États parties avancent dans l'élaboration d'un mécanisme efficace pour la coopération et le respect des dispositions qui s'appliqueraient à l'ensemble de la Convention et des Protocoles y annexés.

PRÉSENTATION DU RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX
(point 10 de l'ordre du jour) (CCW/CONF.III/7 et Add.1 à 8)

25. Le PRÉSIDENT, présentant le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux (CCW/CONF.III/7 et Add.1 à 8), précise que la publication des annexes de ce rapport sous forme d'additifs tient à des raisons purement techniques et ne change rigoureusement rien au statut de ces textes. Il rappelle que le Groupe a tenu trois sessions en 2006, du 6 au 10 mars, du 19 au 23 juin et du 28 août au 6 septembre, ainsi que des consultations informelles. L'organe a réglé toutes les questions de procédure et de fond requises pour que la troisième Conférence d'examen puisse commencer ses travaux; en particulier, il a approuvé et recommandé un projet de règlement intérieur de la Conférence, un ordre du jour et un programme de travail provisoires de cette dernière ainsi que des deux grandes commissions, de même qu'un projet de texte de déclaration finale et un projet de déclaration que ferait la Conférence à l'occasion de l'entrée en vigueur du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre.

26. Le Groupe d'experts gouvernementaux a examiné des propositions portant sur le respect des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés, les restes explosifs de guerre, les mines autres que les mines antipersonnel, un programme de parrainage et l'universalisation de la Convention et de ses Protocoles. Le Groupe est convenu d'un plan d'action en vue de promouvoir l'universalité de la Convention et d'un projet de décision relative à l'établissement d'un programme de parrainage dans le cadre de la Convention. Quant aux trois premières questions – les restes explosifs de guerre, les mines autres que les mines antipersonnel et le respect des dispositions – il ne s'est pas dégagé de consensus, encore qu'une convergence non négligeable des positions soit intervenue. Le Président considère que les rapports sur ces trois questions, qui font l'objet d'additifs du rapport d'activité du Groupe, reflètent bien l'état d'avancement des travaux et que la Conférence pourra étudier ces questions au titre des points 13, 14 et 18 de l'ordre du jour en tenant compte de toutes les déclarations faites et de tous les documents de travail et autres documents présentés.

27. Notant que le Groupe d'experts gouvernementaux a pris un grand nombre de ses décisions par consensus, dans un climat de coopération constructive, et qu'un grand nombre de documents ont été présentés, qui attestent le réel attachement et les efforts sérieux de tous les participants, le Président estime que les travaux du Groupe constituent un bon point de départ de ce qui sera entrepris à la troisième Conférence d'examen et augure bien du déroulement de la Conférence. Il indique que les coordonnateurs du Groupe d'experts gouvernementaux pour les questions des restes explosifs de guerre et des mines autres que les mines antipersonnel, ainsi que le collaborateur de la présidence du Groupe pour celle du respect des dispositions, ont accepté de lui servir de collaborateurs pour les mêmes questions pendant la Conférence d'examen.

ÉCHANGE DE VUES GÉNÉRAL (point 11 de l'ordre du jour)

28. M. KAHILUOTO (Finlande), s'exprimant au nom de l'Union européenne, ainsi que des pays adhérents que sont la Bulgarie et la Roumanie, des pays candidats à l'adhésion que sont la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, les pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels que sont l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie, ainsi que du Liechtenstein, de l'Ukraine et de la Moldova, rappellent que le droit des parties à un conflit armé de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité, règle fondamentale sur laquelle s'appuie la Convention sur certaines armes classiques et les Protocoles

y annexés pour interdire ou restreindre l'emploi de certains types particuliers d'armes ou de munitions. L'Union européenne est d'avis que les interdictions et limitations imposées par ces instruments établissent des règles minima qui sont applicables dans toutes les situations de conflit armé, aussi engage-t-elle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention et ses Protocoles ou à y adhérer, y compris l'article premier modifié de la Convention. Elle appuie sans réserve le plan d'action en vue de l'universalisation de ces instruments qui doit être adopté à la troisième Conférence d'examen.

29. Aux deux premières Conférences d'examen de la Convention, les États parties ont étendu la portée du régime établi par la Convention, renforcé les règles relatives aux mines, pièges et autres dispositifs énoncés dans le Protocole II et adopté deux nouveaux Protocoles, l'un sur les armes à laser aveuglantes et l'autre sur les restes explosifs de guerre, démontrant ainsi qu'il était possible d'adapter la Convention aux progrès de la technologie des armes et à l'évolution de la nature et de la conduite des conflits armés. Cela dit, il importe que tout nouveau instrument établi dans le cadre de la Convention satisfasse à l'objectif général d'un renforcement du droit international humanitaire et soit conçu de manière à faire la différence sur le terrain. Un protocole sur les mines autres que les mines antipersonnel irait précisément dans ce sens, mais certains États parties semblent toujours ne pas être en mesure de se joindre à un accord sur un projet de protocole, ce que l'Union européenne juge inquiétant.

30. À la troisième Conférence d'examen, il serait bon que les États parties réaffirment l'importance des principes convenus et des engagements pris aux précédentes conférences et qu'ils saisissent cette occasion pour examiner et préciser les obligations contractées en vertu du régime établi par la Convention et les Protocoles y annexés, mais aussi en renforcer l'application, et pour échanger des données d'expérience concernant la législation nationale, la coopération et l'assistance, la diffusion de la Convention et l'examen de la légalité d'armes nouvelles. L'Union européenne salue la proposition avancée par le Président en ce qui concerne la question du respect des dispositions et apporte son appui au projet de document final provisoirement approuvé par le Groupe d'experts gouvernementaux.

31. Outre les questions des mines autres que les mines antipersonnel et du respect des dispositions, l'Union européenne tient à mettre en lumière celle des restes explosifs de guerre: l'impact disproportionné sur la population civile qu'ont les munitions, y compris les sous-munitions, qui risquent de devenir des restes explosifs de guerre, sans compter la charge énorme que peut représenter leur enlèvement, fait que chacun des États parties doit s'attacher à régler d'urgence cette question. Il leur faut œuvrer à l'universalisation du Protocole V et à son application rapide et efficace. L'Union européenne engage les États parties à participer aux consultations informelles qui seront tenues à ce sujet en marge de la troisième Conférence d'examen. Elle est favorable à une poursuite des travaux sur la question au-delà de la troisième Conférence d'examen, suivant le mandat qu'elle a proposé à la quinzième session du Groupe d'experts gouvernementaux. Il importera de poursuivre les travaux au-delà de la Conférence en les axant plus précisément sur l'explicitation des obligations existantes, le renforcement de leur exécution et la promotion de l'universalité de la Convention et des Protocoles y annexés.

32. M^{me} MILLAR (Australie) fait observer que, depuis la deuxième Conférence d'examen, les États parties s'attachent à examiner la question des mines autres que les mines antipersonnel et celle des restes explosifs de guerre. En ce qui concerne les mines autres que les mines antipersonnel, les études et données d'information communiquées au Groupe d'experts

gouvernementaux par les gouvernements et les organisations non gouvernementales ont apporté des preuves irréfutables que ces armes, dès lors qu'elles sont indécélables et persistantes, menacent la vie des civils comme des travailleurs humanitaires et empêchent le développement longtemp après les hostilités, alors qu'elles ont cessé d'avoir une quelconque utilité militaire. Il importe d'imposer des restrictions plus efficaces à l'emploi des mines autres que les mines antipersonnel. Idéalement, les États parties devraient, à la présente Conférence d'examen, mettre la dernière main à un protocole juridiquement contraignant sur la question; pour faire la différence sur le terrain, ce protocole doit inclure des mesures relatives à la détectabilité et à la durée de vie active des mines, et renforcer le droit international existant.

33. Quant à la question des restes explosifs de guerre, le Protocole V y relatif, qui entre en vigueur le 12 novembre prochain, pourra atténuer dans une grande mesure les problèmes de pollution par les restes explosifs de guerre grâce à des mesures de nettoyage, de coopération et d'échange d'informations. L'annexe technique relative à des mesures de prévention devrait aussi aider beaucoup à réduire les risques de voir des armes devenir des restes explosifs de guerre. L'Australie est sur le point de ratifier ce protocole et a déjà commencé à fournir une assistance à la dépollution. Cela dit, il ne faut pas en rester là: si les règles existantes du droit international humanitaire sont assez précises et complètes pour qu'il soit possible de juguler le problème, il demeure qu'elles pourraient être mieux appliquées, ainsi qu'il ressort du rapport établi par le professeur McCormack. Il s'agirait de poursuivre l'examen de ces règles, notamment en ce qui concerne l'acquisition d'objectifs, et d'étudier plus avant la possibilité de mettre en place des mesures préventives d'ordre technique ainsi qu'un système de mesures de confiance concernant la destruction des armes anciennes ou obsolètes. Dans cet esprit, l'Australie est favorable à l'idée de reconduire le Groupe d'experts gouvernementaux dans ses fonctions.

34. L'Australie a toujours été favorable à l'idée de mettre sur pied un mécanisme de vérification du respect des dispositions de la Convention et de tous les Protocoles y annexés, inspiré de celui qu'établit le Protocole II modifié et qui obéit à une approche claire, cohérente et efficace aux moindres coûts. Cela dit, elle est aussi prête à accepter la proposition faite à la troisième Conférence d'examen par le Président. L'Australie salue l'initiative prise par le Président d'établir un plan d'action en vue de promouvoir l'universalité de la Convention, ainsi qu'un programme de parrainage dans le cadre de la Convention. Il y a, dans la région de l'Asie et du Pacifique, nombre de pays touchés par le problème des restes explosifs de guerre qui gagneraient à participer aux travaux menés dans le cadre de la Convention et à recevoir une assistance par ce biais. Un programme de parrainage serait particulièrement utile dans le contexte du Protocole V.

35. M. MACKAY (Nouvelle-Zélande) constate que les États parties à la Convention ont enregistré des résultats constructifs à l'issue des cinq dernières années de leurs travaux. Ils ont surtout adopté le Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, dont l'entrée en vigueur est imminente et que la Nouvelle-Zélande, pour sa part, compte ratifier avant la fin de 2006. Toutefois, des progrès restent à faire dans nombre de domaines, notamment celui des munitions en grappe. La délégation néo-zélandaise approuve pleinement l'appel lancé par le Secrétaire général de l'ONU afin que les États prennent sans plus attendre des mesures concernant ces armes. Il importe qu'ils négocient un instrument juridiquement contraignant qui s'attaquerait réellement aux conséquences humanitaires de l'emploi de munitions en grappe, démontrant par là même que la Convention et ses Protocoles offrent, sur le plan du droit international humanitaire, le moyen de répondre aux préoccupations actuelles de la communauté

internationale. De l'avis de la délégation néo-zélandaise, une réglementation internationale spécifique aux munitions en grappe devrait porter principalement sur les points suivants: le caractère persistant des munitions en grappe qui n'ont pas explosé, l'interdiction de l'emploi de telles munitions dans des zones où se trouvent des concentrations de civils, la prohibition des attaques sans discrimination de nature à frapper tant les combattants que les civils, l'interdiction de l'emploi de telles armes dans des circonstances où elles sont susceptibles de causer des pertes disproportionnées en vies humaines parmi la population civile et des dommages excessifs aux biens de caractère civil, enfin, les risques de prolifération, de conservation ou d'emploi accrus de stocks de munitions en grappe obsolètes.

36. La question des mines autres que les mines antipersonnel est aussi une question à laquelle la Conférence d'examen devrait s'attaquer en priorité. La Nouvelle-Zélande accueillerait avec satisfaction l'adoption d'un instrument sur la question qui aurait pour effet de renforcer réellement le droit international humanitaire existant. Cela dit, elle craint qu'un instrument, dont certaines dispositions clefs relatives à la détectabilité et à la durée de vie active des mines considérées seraient facultatives, aurait pour effet de saper le droit international humanitaire plutôt que de le consolider.

37. M. GRÖNING (Allemagne) indique que son pays souscrit entièrement à la déclaration faite par le représentant de la Finlande au nom de l'Union européenne. Il tient à appeler tout particulièrement l'attention des délégations sur trois questions et, premièrement, celle des restes explosifs de guerre: le Protocole V, que l'Allemagne a été le cinquième État à ratifier, marque un progrès majeur, qui, néanmoins, n'est pas encore suffisant pour qu'il soit possible de régler tous les aspects du problème, notamment celui des munitions en grappe, qui ont un impact excessif sur la population civile. Tout au long de l'année 2006, la délégation allemande a cherché à susciter un débat responsable et transparent sur les munitions en grappe dans le cadre des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux. Elle a présenté en septembre dernier un texte présentant des éléments d'un accord entre les États parties (CCW/GGE/XV/WG.1/WP.3), afin qu'il soit élaboré plus avant. Il s'agirait notamment de concevoir des dispositions qui visent à réduire notablement le taux de ratés qui entraînent la création de restes explosifs, ainsi que des restrictions à l'emploi de munitions en grappe à l'intérieur ou à proximité de zones habitées. Les forces armées allemandes, quant à elles, ont éliminé progressivement toutes les munitions en grappe qu'elles stockaient, dont le taux de ratés était supérieur à 1 %.

38. En ce qui concerne, deuxièmement, les mines autres que les mines antipersonnel, le projet d'instrument qui a été élaboré sur cette question est fermement appuyé non seulement par l'Union européenne, mais aussi par la grande majorité des États, et il s'agirait d'y mettre la dernière main au plus vite. De l'avis de la délégation allemande, il importe que les dispositions d'un tel instrument qui ont trait à la détectabilité et à la durée de vie active des munitions aient un caractère juridiquement contraignant, car il y va d'une meilleure protection de la population civile.

39. En ce qui concerne, troisièmement, les armes à laser aveuglantes, la délégation allemande est d'avis que, eu égard à l'évolution de ces armes au cours de la décennie qui a suivi l'entrée en vigueur du Protocole IV, il est temps d'examiner l'application de cet instrument important et d'envisager de l'améliorer, notamment par la formulation de précautions qu'il serait possible de prendre en matière de conception des systèmes à laser militaires. Il importe de trouver des solutions sur ces trois plans, aussi la délégation allemande souhaite-t-elle que la troisième

Conférence d'examen reconduise le Groupe d'experts gouvernementaux dans ses fonctions et que les États parties continuent de se réunir avec la même fréquence que dans le passé.

40. M. CHENG (Chine) fait observer que des progrès notables ont été enregistrés en ce qui concerne la Convention au cours de la période qui a suivi la dernière Conférence d'examen, notamment en ce qui concerne l'universalisation de l'instrument et des Protocoles y annexés. En outre, la portée de la Convention et des Protocoles a été étendue aux conflits armés de caractère non international, tandis que le Protocole relatif aux restes explosifs de guerre est venu développer les règles humanitaires établies par la Convention. Le Groupe d'experts gouvernementaux a tenu des débats approfondis sur les questions des mines terrestres antivéhicule, d'un mécanisme pour le respect des dispositions et d'un programme de parrainage, débats qui laissent entrevoir la possibilité effective d'un accord sur certains points. De l'avis de la Chine, il importe à présent de promouvoir l'universalisation de la Convention, y compris de son article premier modifié, ainsi que des Protocoles y annexés, et d'œuvrer à l'efficacité de l'application de tous ces instruments. La Chine place de grands espoirs dans le plan d'action qu'il est prévu d'adopter à cette fin à la présente Conférence d'examen. Quant à la Chine, il lui reste à ratifier le Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre; elle s'est attachée à exécuter les obligations qui lui incombent au titre de la Convention et des Protocoles y annexés et a participé activement aux activités de coopération internationale et de coopération menées dans le cadre de la Convention.

41. En ce qui concerne la question des restes explosifs de guerre, la Chine salue l'imminente entrée en vigueur du Protocole V, qui apporte, au plan international, une contribution significative à la limitation des armements et à la protection des non-combattants. Une application résolue des dispositions du Protocole, y compris des mesures préventives d'ordre général, aidera à résoudre le problème posé par ces restes. Quant aux mines antivéhicule, des progrès considérables ont été enregistrés au sein du Groupe d'experts gouvernementaux au cours des cinq dernières années sur cette question, bien que des divergences de vues subsistent à certains égards. À ce stade, les délégations doivent s'attacher tout particulièrement à trouver une solution consensuelle qui établisse un bon équilibre entre les besoins militaires et les préoccupations humanitaires, qui tienne compte des capacités économiques et technologiques des différents pays, qui propose une approche différente pour les mines antivéhicule, lesquelles n'ont pas le même intérêt militaire ni suscitent les mêmes inquiétudes humanitaires que les mines antipersonnel, et enfin, qui soit réaliste et réalisable.

42. En ce qui concerne la vérification du respect des dispositions, la Chine est favorable à l'idée d'établir pour toute la Convention et les Protocoles y annexés un mécanisme inspiré de celui que trace le Protocole II modifié, qui lui paraît être la solution la plus réaliste et réalisable. En outre, l'établissement d'un programme de parrainage fera beaucoup pour l'autorité de la Convention et ses Protocoles, comme pour l'universalité et l'application de ces instruments.

43. M. CHANG (République de Corée), notant que, depuis son adoption en 1980, la Convention sur certaines armes classiques joue un rôle d'importance majeure dans la concrétisation des principes du droit international humanitaire, estime que les deux dernières Conférences d'examen ont permis d'adopter des mesures qui, réellement, ont ajouté à l'autorité et à la pertinence de la Convention. À la présente Conférence d'examen, les délégations seront invitées à adopter un plan d'action en vue de promouvoir l'universalité de la Convention et à établir un programme de parrainage. Ils parviendront peut-être à un accord sur un mécanisme

facultatif pour le respect des dispositions de la Convention et des Protocoles, qui, de l'avis de la délégation de la République de Corée, contribuerait à une application plus efficace de ces instruments.

44. Il est regrettable que, en dépit de tout le travail qu'y a consacré le Groupe d'experts gouvernementaux, il soit peu probable que la Conférence d'examen puisse adopter un protocole relatif aux mines autres que les mines antipersonnel. La République de Corée, pour sa part, préférerait qu'un tel protocole soit juridiquement contraignant, afin qu'il soit possible de combattre effectivement l'impact des mines considérées. Toutefois, dans l'intérêt d'un éventuel consensus, elle serait prête à envisager la solution proposée à la dernière session du Groupe d'experts gouvernementaux, qui consisterait à laisser les États libres de décider de l'application contraignante ou facultative de certaines dispositions.

45. Saluant la prochaine entrée en vigueur du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, le représentant de la République de Corée indique que son pays compte ratifier cet instrument au plus vite. Les délégations devraient à présent axer leurs délibérations sur les moyens qui s'offrent d'appliquer rigoureusement les mesures préventives d'ordre général établies par le Protocole. Le Groupe de travail sur les restes explosifs de guerre a bien avancé dans ses travaux sur la question, aussi conviendrait-il de le reconduire dans ses fonctions afin qu'il puisse les achever.

46. M. MACEDO (Mexique) exprime l'espoir que les États parties à la Convention apporteront la preuve, à la présente Conférence d'examen, qu'ils sont en mesure de continuer à développer et codifier le droit international humanitaire relatif à certaines armes classiques et qu'ils ont la volonté politique nécessaire pour ce faire. Il y va, en définitive, de la protection des populations civiles avant, pendant et après les conflits armés.

47. C'est dans cet esprit que le Mexique et certains pays ont soumis à l'examen de la Conférence un projet de mandat de négociation d'un instrument juridiquement contraignant sur les munitions en grappe. Ces pays ont constaté, en effet, que les règles existantes du droit international humanitaire n'étaient pas suffisantes pour réduire autant que faire se peut le risque présenté par l'emploi de ces munitions pour la population civile, en raison de leur manque de précision et d'un taux élevé de ratés, aussi ont-ils estimé qu'il fallait en réglementer rigoureusement l'emploi dans un premier temps et interdire d'emblée l'utilisation de certains types de ces armes. Dans un même esprit, le Mexique se félicite de l'entrée en vigueur prochaine du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre. Quant aux mines autres que les mines antipersonnel, le Mexique, tout en étant favorable à une interdiction complète de ce type de mines, est conscient qu'un certain nombre de délégations ne partagent pas cette idée. En tout état de cause, il ne saurait se joindre à un consensus sur un instrument qui n'aurait pas pour effet de renforcer et de compléter les dispositions du Protocole II modifié.

48. En ce qui concerne la question d'un mécanisme pour la vérification du respect des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés, le Mexique voit, dans le projet de décision présenté par le Président, un premier pas dans la bonne direction et est d'avis qu'il conviendra de poursuivre des travaux sur la question après la Conférence d'examen. Le programme de parrainage qu'il est envisagé de mettre en place répond dans l'ensemble aux inquiétudes suscitées par la faible participation, aux travaux menés dans le cadre de la Convention, des États parties qui sont des pays moins développés ou en développement.

Le Mexique est prêt à soutenir tous efforts faits en vue d'une application universelle de la Convention et des Protocoles y annexés, ce vers quoi tend le plan d'action qu'il est proposé à la Conférence d'adopter.

49. M. ANTONOV (Fédération de Russie) rappelle que la Fédération de Russie a pris part à l'élaboration de la Convention et des Protocoles y annexés, et qu'elle a été un des premiers États à ratifier ces instruments. Elle est devenue partie au Protocole II modifié en décembre 2004 et, en octobre 2006, le Président de la Fédération de Russie a signé la loi portant adoption de la modification apportée à l'article premier de la Convention. Le pays se prépare à la ratification du Protocole V.

50. Le représentant de la Fédération de Russie est reconnaissant aux délégations qui ont avancé des propositions en vue de régler les problèmes complexes et urgents qui ont un rapport avec la Convention. Il est d'avis qu'il importe d'analyser ces propositions du point de vue des incidences de leur mise en œuvre. Les critères de cette analyse devraient être principalement l'équilibre qu'elles établiraient entre les intérêts humanitaires, militaires et économiques, les possibilités concrètes d'exécution des obligations qui seraient contractées et l'orientation des propositions vers le règlement de problèmes humanitaires effectifs, plutôt qu'imaginaires, outre que les solutions proposées devraient être consensuelles, car faute de cela la Convention elle-même et son universalisation en pâtiraient.

51. Dans l'ensemble, la Fédération de Russie est satisfaite des travaux accomplis par le Groupe d'experts gouvernementaux au cours des cinq dernières années, car ils ont permis de mieux cerner les problèmes et d'avancer considérablement dans certains domaines. Ainsi en est-il de la question des mines autres que les mines antipersonnel. Les enjeux à cet égard sont très importants, du moins dans le cas de la Fédération de Russie, dont les capacités de défense sont assurées en grande partie par ces mines. Le représentant de la Fédération de Russie fait observer à cet égard qu'il n'est pas possible d'appliquer directement aux mines autres que les mines antipersonnel les prescriptions techniques établies en ce qui concerne les mines antipersonnel car les fonctions des unes et des autres ne sont pas les mêmes. En outre, il reste à prouver que les mines autres que les mines antipersonnel présentent un réel danger pour les populations civiles. De plus, il ne faut pas oublier que les mines doivent être détectables après les conflits, et non pas pendant les hostilités, aussi importe-t-il de moderniser les moyens techniques de détection des mines, plutôt que de chercher à en modifier la conception. Enfin, il faut être conscient qu'il est difficile d'élaborer des normes uniques en ce qui concerne la durée de vie active des mines autres que les mines antipersonnel qui sont mises en place à distance, puisque cela dépend des circonstances. S'y ajoute le fait que les mines de type qui seraient très perfectionnées rendraient les pays en développement tributaires de la production des pays technologiquement avancés et les obligerait à consacrer à cela des ressources dont ils ont pourtant essentiellement besoin pour assurer leur développement. Pour régler les problèmes humanitaires posés par les mines autres que les mines antipersonnel tout en assurant le maintien de l'utilité militaire de ces armes, il vaudrait mieux que les États parties axent leurs efforts sur la coopération internationale, l'aide au déminage humanitaire, l'assistance à la population dans la période qui suit les conflits, la réglementation de l'emploi des mines de ce type et l'élaboration de mesures de transparence. Tous les paramètres techniques établis pour ces mines devraient être d'application facultative. En ce qui concerne les restes explosifs de guerre, la Fédération de Russie ne saurait accepter la restriction, voire l'interdiction de munitions jugées être très dangereuses, sans qu'il y ait de

preuves à l'appui d'une telle affirmation. À cet égard, le Protocole V offre l'exemple d'un équilibre des intérêts et d'une solution de compromis.

52. En ce qui concerne le mécanisme qui serait établi pour assurer le respect des dispositions, la Fédération de Russie continue d'appuyer la proposition avancée par l'Afrique du Sud. Elle constate avec satisfaction que le projet de décision établi par le Président a en définitive un caractère politique; elle compte étudier de près l'idée d'établir un «pool d'experts». Avant toute décision à cet égard, il importe d'élucider complètement le fond de la proposition et de s'assurer qu'elle ne donnera pas lieu à une politisation des questions examinées ni n'aura d'incidences financières injustifiées. La Fédération de Russie serait prête à appuyer le programme d'action en vue de promouvoir l'universalité de la Convention, dont la bonne exécution sera déterminante pour l'autorité de la Convention, de même que le programme de parrainage, à condition que celui-ci soit financé par des contributions volontaires et ne donne pas lieu à des structures bureaucratiques inutiles. Le représentant de la Fédération de Russie compte que le climat constructif qui a toujours caractérisé les travaux menés dans le cadre de la Convention perdurera à la Conférence d'examen, afin qu'il soit possible d'étudier tous les aspects des problèmes à l'examen et leurs conséquences pour la sécurité nationale des États parties. Il a l'espoir que la déclaration finale de la Conférence résumera d'une manière équilibrée l'exécution des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés et contiendra des recommandations claires sur les moyens d'assurer l'universalité de ces instruments et leur efficacité.

53. M. MARTABIT (Chili) rappelle les principes du droit international humanitaire qui sont énoncés dans le préambule de la Convention. Notant les travaux réalisés dans le cadre du Groupe d'experts gouvernementaux en ce qui concerne la question des mines autres que les mines antipersonnel et celle des restes explosifs de guerre, le représentant du Chili estime que la présente Conférence d'examen doit être l'occasion d'avancer encore dans ces deux voies, dans le but d'enregistrer des résultats concrets. Quant à la question des mines autres que les mines antipersonnel, qui est axée sur l'amélioration des conditions de vie de la population civile et des démineurs humanitaires pendant et après les hostilités, il s'agit, après quatre années de débats au cours desquelles les États parties ont abordé les éléments les plus importants de la question, y compris la détectabilité et la durée de vie utile de ces engins, d'adopter un mandat pour la suite des travaux qui incorpore les différents points de vue exprimés et permette d'avancer dans l'examen d'un instrument qui réglerait cette question importante et prévoirait les activités de coopération et d'assistance indispensables. En ce qui concerne les restes explosifs de guerre et le droit international humanitaire, le représentant du Chili est d'avis qu'il convient de poursuivre la démarche en trois étapes exposée par le coordonnateur pour la question en mars 2004, de même que l'étude du rapport McCormack, en particulier les recommandations qui y figurent et qui peuvent aider à réduire l'impact humanitaire de tels restes explosifs.

54. S'agissant du respect des dispositions, la délégation chilienne est favorable à l'établissement, à cette fin, d'un mécanisme qui s'appliquerait à la Convention et à tous les Protocoles y annexés. Notant l'entrée en vigueur imminente du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, le Chili est convaincu que l'universalisation et l'application de cet instrument offriront des moyens utiles de combattre les multiples séquelles des conflits. Il appuie le projet de plan d'action en vue de promouvoir l'universalité de la Convention et des Protocoles y annexés, proposé par le Groupe d'experts gouvernementaux. Quant au programme de parrainage que le Président de la Conférence propose d'établir, le représentant du Chili a l'espoir que ce programme, certes utile, sera régi par les mêmes principes qui ont fait le succès du

mécanisme créé dans le cadre de la Convention d'Ottawa, à savoir un financement par des contributions volontaires, la facilitation d'une représentation régionale adéquate et une assistance à une meilleure exécution de toutes les obligations contractées par les États parties.

55. Pour sa part, le Gouvernement chilien a lancé la procédure de ratification du Protocole V et d'intégration au droit interne de l'article premier modifié de la Convention. Il tient à rendre hommage à la contribution que les organismes des Nations Unies, d'autres organisations internationales, des organisations régionales, ainsi que le Comité international de la Croix-Rouge et le Centre international de déminage humanitaire de Genève, de même que les organisations non gouvernementales, apportent au renforcement de la coopération internationale à l'application des interdictions et restrictions établies par la Convention et des Protocoles y annexés. Il compte sur une participation large et efficace de la société civile à la Conférence d'examen d'une convention qui est axée tant sur le désarmement que sur le droit humanitaire.

56. M. KHAN (Pakistan), notant que la Convention sur certaines armes classiques, telle qu'elle est conçue, permet de régler tout un éventail de questions humanitaires posées par diverses armes classiques et constitue de ce fait un instrument important parmi les multiples conventions et traités relatifs à la limitation des armements, est d'avis que la Convention et ses quatre Protocoles fonctionnent d'une manière efficace et qu'il importe d'en appliquer rigoureusement les dispositions car il y va d'une atténuation des souffrances des êtres humains dans les conflits. Il importe aussi bien d'universaliser ces instruments, objectif à la réalisation duquel le projet du plan d'action soumis à l'examen de la Conférence d'examen devrait contribuer. Le Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, qui doit entrer en vigueur sous peu, viendra élargir la portée de la Convention et ajouter à son importance. Les débats qui ont eu lieu au sein du Groupe de travail sur la question des restes explosifs de guerre ont été très utiles – les recommandations faites par le professeur McCormack dans son rapport méritent d'être examinées plus avant. À cet égard, le représentant du Pakistan est d'avis que les États parties doivent s'attacher à dégager des points de convergence en poursuivant leurs débats sur les questions contestées et éviter de vouloir adopter en toute hâte des solutions qui ne sauraient être viables ou réalisables.

57. En ce qui concerne la question des mines antivéhicule, le représentant du Pakistan constate que des divergences marquées demeurent au sujet de points clefs, à commencer par la définition de cette expression, qui déterminera la portée et les paramètres futurs des débats des États parties. Notant que la détectabilité et la durée de vie active sont des questions qui relèvent de la sécurité des États, tandis que la non-détectabilité et la persistance des mines antivéhicule sont deux éléments d'importance critique de la stratégie de défense de certains pays, le représentant du Pakistan renvoie au document de travail qu'il a soumis à la quinzième session du Groupe d'experts gouvernementaux et où sont exposées les raisons de la position adoptée par son pays sur la question (CCW/GGE/XV/WG.2/WP.2).

58. Quant à la question d'un mécanisme pour le respect des dispositions, le projet de texte proposé doit être élaboré plus avant et, surtout, fondé sur l'idée qu'un tel mécanisme doit rester facultatif, non intrusif et impartial. Par ailleurs, le représentant du Pakistan exprime l'espoir que la Conférence d'examen adoptera le projet de décision relatif à l'établissement d'un programme de parrainage. Notant que plusieurs propositions concernant les travaux futurs des États parties ont été soumises à l'approbation de la Conférence d'examen, le représentant du Pakistan invite les États à ne pas oublier qu'il s'agit de renforcer et de rendre plus efficace le régime établi par

la Convention et les Protocoles y annexés et d'éviter tous ajouts et modifications qui ralentiraient ou saperaient leurs efforts faits en vue d'universaliser ces instruments.

59. M. STREULI (Suisse) constate que, de l'aveu général, la Convention est un instrument adaptable et peut donner lieu à l'élaboration de règles nouvelles afin de réduire autant que faire se peut les effets néfastes qu'ont certaines armes pendant les conflits sur la population civile tout en prenant en considération les intérêts militaires des États. Dans cet esprit, la Suisse avait, avant même la deuxième Conférence d'examen, en 2001, pris l'initiative de proposer l'adoption d'une réglementation internationale sur les sous-munitions, ou munitions en grappe: il s'agissait de remédier aux problèmes humanitaires déjà signalés à ce moment-là, que posait ce type de munitions, mais aussi d'établir des règles y relatives avant que ces munitions ne soient trop largement utilisées. La solution préconisée par la Suisse se fondait notamment sur l'introduction d'améliorations techniques visant la réduction du nombre de ratés sur le terrain, sur la réglementation des transferts et sur la destruction des stocks de sous-munitions ne remplissant pas les critères de fiabilité. Cette initiative n'avait pas abouti, les États parties préférant centrer leurs efforts sur des mesures correctives à prendre après les conflits concernant toutes les munitions non explosées, approche holistique bien plus ambitieuse, qui a abouti à l'adoption du Protocole V en 2001. Les débats sur les restes explosifs de guerre menés dans l'intervalle n'ont toujours pas abouti à une réglementation des munitions, y compris des sous-munitions, qui risquent de devenir des restes explosifs de guerre, idée à laquelle la Suisse reste fermement attachée. Elle est donc favorable à l'idée de constituer un groupe de travail chargé de négocier spécifiquement un instrument juridiquement contraignant sur les munitions en grappe, qui continuent d'engendrer les problèmes humanitaires les plus graves, et elle soutient la proposition de mandat proposé dans le document CCW/CONF.III/WP.1*.

60. La Suisse est d'avis qu'il est nécessaire de mieux protéger la population civile contre les mines autres que les mines antipersonnel, qui frappent sans discrimination. Un nouvel instrument traitant spécifiquement de ces mines s'impose, qui devrait clairement renforcer les acquis et les normes consacrés par le Protocole II modifié. En ce sens, la délégation suisse tient à ce que des dispositions juridiquement contraignantes soient adoptées en ce qui concerne la détectabilité des mines autres que les mines antipersonnel et la limitation de leur durée de vie active.

61. En ce qui concerne l'établissement d'un mécanisme pour le respect des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés, la Suisse a maintes fois défendu l'idée d'une solution efficace et contraignante. Or il semble que la majorité des États parties préfèrent une décision de nature politique, énonçant des mesures de promotion du respect et de coopération à l'exécution des dispositions. La délégation suisse apporte son soutien au projet de décision relatif à l'établissement d'un programme de parrainage dans le cadre de la Convention.

62. M^{gr} TOMASI (Saint-Siège) assure les États parties que le Saint-Siège fera tout son possible pour que la troisième Conférence d'examen de la Convention enregistre des résultats tangibles, dans l'intérêt de toutes les populations affectées par la guerre et les conflits. Le succès de la Conférence sera mesuré par l'impact que ses décisions auront sur la vie quotidienne des personnes considérées. L'universalisation de la Convention, le respect des obligations contractées, le programme de parrainage et la mise en œuvre scrupuleuse des accords consacrés par les différents Protocoles annexés à la Convention devraient constituer non seulement un tout, mais encore un engagement commun de tous les États parties, car, le représentant du Saint-Siège

le rappelle, dans les conflits armés, avec leur cortège de misère et de souffrances, il n'y a ni gagnant ni perdant.

63. En tout état de cause, la Convention sur certaines armes classiques, malgré ses limitations et ses échecs, doit garder son caractère dynamique, évolutif et souple. Alors que des armes nouvelles sont conçues et produites, il importe qu'une réflexion et des négociations accompagnent la réalité militaire, afin que ces nouvelles armes respectent les critères établis par la Convention et ses Protocoles, et, au besoin, que soient négociés de nouveaux instruments là où les accords existants se révèlent insuffisants. Dans cette optique, le Saint-Siège se félicite de l'imminente entrée en vigueur du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre et est d'avis qu'il est maintenant du devoir des États parties de rendre ce Protocole utile, efficace et opérationnel. Cela ne doit pas les détourner d'autres urgences: les mines autres que les mines antipersonnel continuent à poser des problèmes humanitaires graves, aussi le Saint-Siège espère-t-il qu'un accord substantiel et robuste en vue d'un nouveau protocole sur la question interviendra à la présente Conférence d'examen. Il compte que la Conférence d'examen adoptera un mandat de négociation sur cette question, car elle ne saurait se désintéresser d'un problème aussi grave. En attendant que de telles négociations aboutissent à des solutions efficaces, il serait bon que les États déclarent un moratoire sur l'emploi des munitions en grappe. Dans un même esprit, un examen approfondi de la question des armes à laser s'impose.

64. Le représentant du Saint-Siège convient que les défis posés sont considérables, mais est convaincu que les États parties ont les moyens de les relever pour peu qu'ils aient la volonté politique nécessaire et qu'ils prennent en considération les intérêts des populations les plus vulnérables. La sécurité légitime des États ne saurait être assurée dès lors qu'elle met en danger la vie et l'avenir de leurs populations. Même en dernier recours, les conflits armés sont un échec, et il faut éviter d'ajouter à l'échec l'irréparable.

65. *M. Draganov (Bulgarie) prend la présidence.*

66. M. PRASAD (Inde) dit que son pays est fermement attaché à la Convention sur certaines armes classiques et aux principes humanitaires qu'elle consacre. L'Inde a ratifié les cinq protocoles y annexés, de même que l'article premier modifié de la Convention, outre qu'elle a pris les mesures nécessaires en vue de s'acquitter pleinement de ses obligations au titre du Protocole II modifié, comme elle prendra toutes les mesures voulues pour appliquer les autres protocoles, y compris le Protocole V. L'Inde est favorable à l'adoption du plan d'action proposé en vue de promouvoir l'universalité de la Convention. Elle apportera son appui au projet de décision relatif à l'établissement d'un programme de parrainage.

67. De l'avis de l'Inde, il importe de mettre en place un mécanisme pour assurer le respect des dispositions. Étant donné, toutefois, les difficultés que poserait une nouvelle modification de la Convention à l'effet de mettre en place un tel mécanisme, la délégation indienne appuie la proposition du Président tendant à faire adopter un projet de décision politique à cette fin et a l'espoir que ce projet recueillera le consensus. Au sujet du paragraphe 7 de la deuxième partie du projet de décision considérée (CCW/CONF.III/8), elle tient à préciser que, pour l'Inde, les Hautes Parties contractantes ne seraient tenues de prendre les mesures évoquées pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention et des Protocoles y annexés que dans la mesure où cela s'imposerait.

68. La prochaine entrée en vigueur du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre marquera un jalon dans la réalisation des objectifs fondamentaux de la Convention. L'Inde, qui figure parmi les 25 États qui ont notifié au Secrétaire général leur consentement à être liés par ce protocole, se réjouit à la perspective de la déclaration que la Conférence d'examen fera à ce sujet. Le Protocole V prévoit des mesures correctives à prendre après les conflits, notamment en ce qui concerne l'enlèvement ou la destruction des restes explosifs de guerre, et surtout il reconnaît aux Hautes Parties contractantes le droit de solliciter et de recevoir une assistance et exige d'elles qu'elles fournissent une aide au règlement des problèmes posés par les restes explosifs en place. En son article 9, le Protocole encourage les Hautes Parties contractantes à prendre des mesures préventives en vue de réduire autant que faire se peut l'apparition de tels restes. Le représentant de l'Inde se dit convaincu que, en étant rigoureusement appliqué, le Protocole V aidera dans une très large mesure à atténuer les problèmes humanitaires associés aux restes explosifs de guerre. Après l'adoption de ce protocole en novembre 2003, le Groupe de travail sur les restes explosifs de guerre a poursuivi ses travaux en s'attachant à examiner l'application des principes existants du droit international humanitaire et les mesures préventives techniques qu'il serait possible de prendre pour améliorer la conception de certains types particuliers de munitions afin d'éviter que celles-ci ne deviennent des restes explosifs de guerre. Les réponses au questionnaire sur l'application à l'échelon national des principes existants du droit international humanitaire a fait apparaître que les États parties sont résolus à s'acquitter des obligations qu'il leur incombe en vertu de ce droit. Le rapport analytique sur ces réponses, établi par le professeur McCormack, a fait apparaître les lacunes dans l'application de ce droit et tracé les mesures qui pourraient être prises pour les combler. Le représentant de l'Inde se dit convaincu que ces travaux encourageront les États parties à prendre de nouvelles dispositions en vue d'exécuter leurs obligations. Cela dit, il est d'avis que les mécanismes prévus par les Conventions de Genève et les Protocoles additionnels à ces conventions offriront le moyen le plus indiqué d'examiner toute proposition tendant à développer les principes existants du droit international humanitaire et à en promouvoir l'application. Lors de leurs réunions, les experts militaires et techniques ont fait œuvre utile en établissant des critères d'identification des types de munitions qui présentent des risques particuliers pour les êtres humains et ont envisagé des mesures axées sur l'accroissement de la fiabilité de ces munitions. Il conviendrait de ménager à ces experts la possibilité d'achever leurs travaux, notamment en ce qui concerne des mesures préventives visant la conception des munitions.

69. Le Groupe de travail sur les mines autres que les mines antipersonnel a bien avancé dans l'élaboration des grandes lignes d'un futur protocole relatif à l'emploi de ces mines. Le représentant de l'Inde a l'espoir qu'il sera possible de régler les dernières difficultés et d'adopter un protocole juridiquement contraignant sur la question. Il ne souhaiterait pas que les États parties à ce protocole puissent choisir de ne pas contracter toutes les obligations énoncées dans le futur instrument, car cela ne permettrait sans doute pas de répondre aux préoccupations humanitaires suscitées par ces engins. Enfin, le représentant de l'Inde rend hommage à la participation active, constructive et très utile du Comité international de la Croix-Rouge et des organisations non gouvernementales aux travaux menés dans le cadre de la Convention.

70. M. BETTAUER (États-Unis d'Amérique) tient à rappeler la position qui a toujours été celle des États-Unis concernant la réglementation d'armes classiques qui frappent sans discrimination ou causent des morts superflus: il s'agit de trouver l'équilibre voulu entre le souci humanitaire et les intérêts militaires des États, d'établir les faits concernant les armes considérées et de dégager un consensus sur les restrictions qui s'imposent. Le Protocole V s'inscrit dans le

droit fil de cette idée. Les États-Unis estiment que cet instrument contribuera pour beaucoup à l'atténuation des souffrances causées par les restes explosifs de guerre, lorsque les pays seront nombreux à y adhérer, à l'appliquer et à suivre les dispositions de son annexe technique relatives à la fiabilité des munitions, ce qui devrait réduire d'emblée le nombre de celles qui deviennent des restes explosifs. Il ressort des travaux des États parties sur la question des restes explosifs de guerre, du questionnaire sur le droit international humanitaire et de l'analyse des réponses faite par le professeur McCormack que le droit applicable aux restes explosifs de guerre est adéquat. Le CICR a appelé à la conclusion d'un accord sur les munitions en grappe. Tout en partageant le souci humanitaire qui anime le CICR, les États-Unis croient que le meilleur moyen de contrer les effets de ces armes consiste maintenant à appliquer le droit international humanitaire en vigueur, avant de songer à l'élaboration de nouvelles règles.

71. Le représentant des États-Unis rappelle que, faute d'un consensus, il n'avait pas été possible d'intégrer au Protocole II modifié, lors des négociations y relatives, les restrictions portant spécifiquement sur les mines antivéhicule, ou mines autres que les mines antipersonnel, que proposaient son pays et le Danemark. Les États-Unis demeuraient néanmoins convaincus que les mines de ce type présentaient réellement une menace pour les civils et qu'il était possible d'en réglementer l'usage eu égard à tous intérêts militaires légitimes. La question est donc restée prioritaire pour eux tout au long des travaux menés par le Groupe d'experts gouvernementaux depuis 2001. Ces travaux ont permis un examen exhaustif de toutes les considérations techniques et politiques, aussi la délégation des États-Unis estime-t-elle qu'il est temps à présent de faire aboutir ces travaux, ou de renoncer à vouloir adopter un instrument réglementant l'emploi de ce type d'arme. Les États-Unis, pour leur part, auraient préféré que soit adoptée la proposition des 30 pays, ou le texte proposé par l'Ambassadeur de Finlande l'an dernier, mais se sont attachés avec d'autres pays à trouver des compromis. La solution proposée aujourd'hui (CCW/CONF.III/7/Add.2), qui consiste à incorporer des dispositions relatives à la détectabilité et à la durée active des mines autres que les mines antipersonnel dans des annexes facultatives d'un instrument, paraît à la délégation des États-Unis pouvoir recueillir le consensus, car cela donnerait aux gouvernements qui le souhaitent la possibilité de considérer les dispositions considérées comme étant contraignantes, et à ceux qui ne sont pas prêts à accepter les restrictions établies en la matière par ces dispositions la possibilité de faire siennes les autres dispositions de l'instrument, lequel constituerait, en tout état de cause, une contribution constructive au droit de la guerre. De plus, une telle solution serait conforme à la conception de la Convention, les États parties à cette dernière demeurant libres de devenir partie ou non aux Protocoles y annexés.

La séance est levée à 13 h 10.